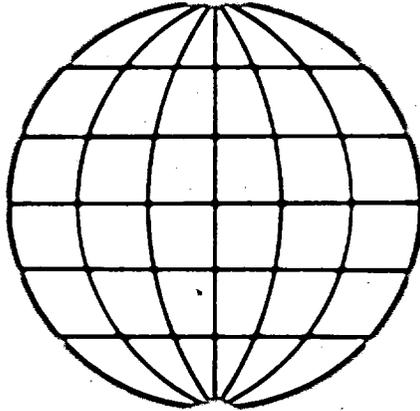


CA1
EA
76C11
FRE
STORAGE

Le Canada et le Commonwealth



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

M
b2809084

Le Canada et le Commonwealth

Une devinette
sept questions embarrassantes
sept réponses éclairantes

*Des renseignements brûlants d'actualité:
voilà ce que vous trouverez dans ce guide.*

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

SEP 9 1996

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-277-969

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

N° de cat: E2-83/1977F

ISBN 0-662-00382-9

Devinette: C'est noir, brun, jaune et blanc, et pourtant insensible aux couleurs. Ça a trente-six membres. Ça organise, sans être pour autant une organisation. Ça n'a pas de règlement tout en suivant des règles. C'est plein de vitalité, que ce soit à Londres, à Ottawa ou ailleurs. Qu'est-ce que c'est?

Réponse: Le croiriez-vous? C'est le Commonwealth.

Question: Oui, mais qu'est-ce donc que le Commonwealth? Je m'imaginai que c'était un club très sélect, pour diplomates britanniques à la retraite.

Réponse: A l'instar de bien des choses importantes en ce monde, le Commonwealth ne peut se définir en deux ou trois lignes. La meilleure description en a peut-être été donnée par les chefs de gouvernement du Commonwealth, dans leur déclaration de 1971: «Le Commonwealth est une libre association d'États indépendants et souverains qui décident chacun de leur propre politique; mais tous ces États, par l'intermédiaire de leur gouvernement respectif, se consultent et collaborent pour le bien de leurs populations et la recherche de la concorde internationale et de la paix du monde.»

On le voit, le Commonwealth n'a rien d'un «Empire club» typiquement anglo-saxon. Certains l'ont considéré comme une association des chefs de mouvements de libération nationale ayant atteint leur objectif, d'autres y voient le fruit d'une amicale délégation de pouvoirs au sein de l'Empire britannique. Quelle que soit l'interprétation qu'ils donnent de sa formation, tous les États membres sont unanimes à penser qu'il faut chercher la raison d'être de l'association du Commonwealth dans son activité et non dans sa définition.

Question: Pourquoi le Canada est-il membre du Commonwealth?

Réponse: Le Canada fait partie du Commonwealth, tout bonnement, parce qu'il en est membre fondateur. Sa propre évolution a favorisé celle du Commonwealth: La création du Dominion du Canada, premier État autonome de l'Empire britannique donna naissance, en 1867, au Commonwealth actuel. C'est à partir de ce moment que les anciennes colonies britanniques ont, les unes après les autres, acquis leur souveraineté nationale, tout en choisissant de rester liées au sein de cette association qu'est le Commonwealth.

Question: Le Canada joue-t-il vraiment un rôle dans le Commonwealth?

Réponse: Le Canada est présent dans toutes les activités du Commonwealth — programmes de consultation ou de coopération — qu'elles prennent place dans les «hauts lieux» où se déroulent les réunions des chefs de gouvernement ou au niveau essentiellement pratique de séances de travail des bureaux de l'agriculture du Commonwealth.

Question: Quels avantages le Canada tire-t-il de son appartenance au Commonwealth?

Réponse: De cette association, le Canada tire des avantages multiples: grâce au Commonwealth, il participe à des échanges de vues entre spécialistes, échanges qui portent sur des sujets aussi variés que l'administration publique ou la pathologie des plantes et il bénéficie de programmes de coopération. Par ailleurs, dans les efforts qu'il déploie afin d'améliorer les rapports entre nations et de proposer des solutions aux problèmes mondiaux, il reconnaît que le Commonwealth constitue un important facteur de stabilité, de sécurité et de paix entre les différents pays du monde.

Question: Pourquoi n'en ai-je rien su jusqu'alors?

Réponse: L'association du Commonwealth est un peu une affaire de famille et l'on sait que les familles n'ont pas pour habitude de faire du battage autour de leurs faits et gestes. En outre, les programmes dirigés par le Commonwealth portent, le plus souvent, sur des secteurs spécialisés de coopération dont on peut ne pas avoir connaissance, à moins d'être rédacteur juriste, administrateur scolaire ou spécialiste en pathologie des plantes. Le Commonwealth en est venu cependant à admettre la nécessité de faire connaître au public son véritable visage et ses activités qui sont ceux d'un organisme moderne. A cette fin, il accordera désormais plus d'importance à ses relations avec le public.

Question: Alors, que faites-vous pour répandre «la bonne nouvelle» au Canada?

Réponse: Nous nous adressons aux particuliers, notamment aux étudiants, et aux associations. Nous cherchons à éveiller leur intérêt au sujet du Commonwealth en les invitant à écouter des allocutions ou assister à des conférences à l'organisation desquelles nous participons. Enfin, effort non négligeable, nous publions ce guide que vous avez entre les mains. Il n'est pas dans les habitudes du Commonwealth de se faire valoir par des brochures de luxe. Pour se faire connaître, celui-ci s'en tient à une méthode de publicité fort ancienne, celle que recommandait la Bible: «C'est donc à leurs fruits que vous les jugerez.»



Venant au Canada pour assister à la réunion des chefs d'État du Commonwealth, la Reine est accueillie, à son arrivée, par M. Michener, alors gouverneur général du Canada, et sa femme, ainsi que par M. Trudeau, premier ministre du Canada, et Mme Trudeau.

Le Canada et le Commonwealth

Réponse à toutes vos questions et même davantage

Plus encore que celui de la mère-patrie, la Grande-Bretagne, le rôle du Canada a été essentiel dans la formation du Commonwealth. En effet, dans sa persévérance à vouloir acquérir son autonomie sans pour autant quitter l'Empire britannique, le Canada est devenu le noyau initial de ce qui allait devenir le Commonwealth. Il recherchait en effet, une forme d'association lui permettant de jouir de l'indépendance totale, propre à tout État responsable et souverain, tout en conservant ses liens traditionnels avec la Grande-Bretagne et l'Empire britannique.

Le Commonwealth a prouvé qu'il était en mesure de répondre à ce désir. L'Empire britannique s'est transformé en Commonwealth britannique pour devenir, en dernier lieu, le Commonwealth des nations appelé, tout simplement, «le Commonwealth». En dépit de ces transformations, les pays membres — monarchies, comme la Nouvelle-Zélande, ou républicains, comme l'Inde — convinrent que la Reine serait le symbole et le chef du Commonwealth. Cet accord a trouvé une nouvelle confirmation dans la décision des chefs de gouvernement de se réunir en 1977 à Londres, en l'honneur de l'anniversaire de l'accession de la Reine à la tête du Commonwealth.

Cette réunion aurait dû se tenir normalement dans une autre capitale. L'évolution du Commonwealth n'a cessé de compléter celle du Canada et de ses intérêts. Le Commonwealth est une famille. Nous pouvons nous y sentir chez nous. L'esprit de franchise et la simplicité qui le caractérisent, le fait qu'il ne soit inféodé à aucune super-puissance, ajoutés à sa recherche de la coopération concrète, sa diversité et son absence de complexité sont autant de qualités allant dans le sens des aspirations et des positions canadiennes. C'est bien d'ailleurs ce que le premier ministre, M. Trudeau, soulignait dans l'allocution qu'il prononça en 1973, à l'occasion de l'ouverture de la réunion des chefs de gouvernements du Commonwealth:

«Au sein du Commonwealth, nous avons l'occasion et les moyens de communiquer les uns avec les autres et de nous comprendre. Tous les

membres de notre assemblée sont égaux; aucun ne jouit d'ancienneté ni de supériorité. Aucun d'eux ne se distingue par son indépendance économique; aucun ne possède le monopole de la sagesse politique. Je suis persuadé qu'au cours de nos délibérations des prochains jours, nous parviendrons à nous convaincre des avantages de nos particularités, de la richesse et de l'intérêt de notre diversité, et d'en faire également la preuve aux yeux du monde. Nous pourrions le faire parce que nous sommes membres d'une association non d'une institution. Au sein du Commonwealth, aucune structure ne nous contraint, aucune entrave ne nous gêne. Le Commonwealth représente bien ses 32 membres et il traduit leur volonté de consultation et de collaboration mutuelle. Sa cohésion n'a rien d'artificiel. Il ne vote pas; il n'a pas de constitution, pas de drapeau, pas de siège principal. Comme association, il n'a rien de régional et ses intérêts ne sont aucunement spécialisés. Le Commonwealth, c'est un organisme, et voilà ce qui lui assure à la fois sa vigueur et sa souplesse.»

Cette souplesse d'organisation est l'une des caractéristiques du Commonwealth que le Canada prise tout particulièrement. Notre communauté politique ne repose pas sur une constitution détaillée et complète ou des règlements immuables, mais bien plutôt sur des réalités vivantes: valeurs partagées, traditions communes, ententes tacites. Celles-ci ont formé le sol nourricier de notre politique. Ce patrimoine de convictions partagées donna au Commonwealth un but commun qui a trouvé son expression dans la Déclaration de principes du Commonwealth. Dans ce texte, le Canada et les autres pays membres ont témoigné d'une remarquable unité de vues à propos des questions fondamentales de liberté humaine, de paix et de sécurité. Leurs principes qui, estiment-ils, ne sont pas seulement valables pour eux, doivent contribuer à faire naître la bonne volonté et la compréhension universelles.

Le Canada se réjouit de ce rôle de porte-flambeau et des efforts déployés par le Commonwealth afin de faire naître rapports de bon voisinage et échanges là où, peut-être, il n'y en aurait pas sans lui. Arnold Smith, ce Canadien qui fut le premier secrétaire général du Commonwealth et qui, dix années durant, assumait ses fonctions avec un dévouement exemplaire, résuma ainsi la raison d'être de l'association:

«Notre devoir est de faire du Commonwealth un instrument politique privilégié destiné à aider chacun d'entre nous à apprendre à partager notre planète. Conduire l'humanité sur la voie du partage équitable et amical dans un esprit de créativité, tel doit être l'objectif premier

d'une politique responsable, et telle la vision habituelle de tous ceux qui œuvrent en macro-politique».

A une époque où bien des gens voient, avec effroi et résignation, surgir des conflits politiques, économiques et sociaux qui menacent l'équilibre mondial, le Commonwealth continue de prouver que des peuples dont les relations sont fondées sur l'égalité, l'amitié et le respect mutuel peuvent toujours se comprendre et coopérer. Si le Canada travaille activement au succès du Commonwealth, c'est pour que cette possibilité demeure.



Photo: Nations Unies

Ainsi que le plan de Colombo devait déjà le prouver, certaines initiatives du Commonwealth ont pris de l'envergure et dépassé ses propres limites.

Consultation et coopération au sein du Commonwealth

Les distances entre peuples sont abolies

L'Association du Commonwealth ne se complaît pas dans la rêverie nostalgique. Sa vocation est d'agir, d'aider concrètement ses membres, d'établir des programmes d'aide mutuelle de caractère pratique et réaliste. Depuis 1950 et l'adoption du plan de Colombo, le Commonwealth a porté un intérêt grandissant au développement économique et social de ses membres les plus démunis.

Grâce à ses programmes d'aide pratique, le Commonwealth a préparé la voie à l'indépendance et, parfois, au sens propre, les voies de circulation d'un grand nombre de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique Sud. L'aide n'y est jamais à sens unique; elle ne repose pas sur une relation de donateur à bénéficiaire. Elle est une association permanente de tous les États membres au bénéfice du progrès de tous. On peut toujours aider autrui dans la mesure de ses moyens. Ainsi en est-il des pays en voie de développement qui, par leurs quotes-parts, contribuent réellement à assurer la réalisation des programmes d'aide du Commonwealth. Que ce soit au bénéfice de leurs citoyens ou d'autres pays également défavorisés, ils apportent leur pierre au grand édifice d'entraide.

La coopération, un mot de passe

Le Canada approuve la conception pragmatique que le Commonwealth se fait de la coopération et il en est le partisan le plus actif: il y engage ses ressources financières, technologiques et humaines. Ainsi, le C.F.T.C. *Commonwealth Fund for Technical Cooperation* (fonds destiné à la coopération technique), principal programme d'aide au développement mis sur pied par le Commonwealth, a reçu du Canada quatre millions de dollars pour l'année financière 1975-1976, ce qui représente environ 35% de son budget. Ce fonds est alimenté par les contributions financières de tous les pays membres du Commonwealth, sans exception. Il fait appel aux spécialistes et aux ressources techniques d'à peu près tous les pays du Commonwealth pour les mettre à la disposition des membres qui en

ont besoin. Il a encouragé les pays en voie de développement à progresser par eux-mêmes et à s'entraider. Ainsi, la moitié de ses spécialistes à l'œuvre dans les pays en voie de développement proviennent d'autres pays du Tiers-monde. Très vite, le C.F.T.C. s'est imposé par sa rapidité d'action, sa souplesse et la qualité de son aide. Il s'est, en outre, fait un devoir de satisfaire les demandes émanant de petits pays désireux de se développer; ceux-ci, souvent, ne parviennent pas à attirer l'attention des grands organismes internationaux et à en obtenir de l'aide. Sur le plan de l'aide au développement, ce fonds de coopération technique est, pour tout dire, un organisme extrêmement efficace. Ses frais généraux, sur le plan administratif, représentent environ 12% de son budget alors que ceux des autres organismes d'aide multilatérale représentent, en moyenne, une fraction minimale égale à 30% de leur budget. M. Arnold Smith, parlant du C.F.T.C. a déclaré:

«Ce fonds atteste l'importance de l'aide mutuelle pratique, très concrète, dans un groupe comme le Commonwealth. A mes yeux,

Le Canada apporte son aide aux Antilles du Commonwealth, en particulier en ce qui a trait à l'aménagement de l'aéroport international de Trinidad (Piarco) et la formation de son personnel. (Techniciens au travail)

Photo: O.N.F.





Photo: Banque mondiale

Coopération, sur le plan pratique, signifie adaptation des techniques modernes aux méthodes d'agriculture traditionnelles.

une expansion rapide et continue ne peut manquer de se traduire dans la croissance économique et la stratégie politique. J'ai toujours pensé que la santé du Commonwealth, et donc la valeur que ses membres lui reconnaissent, dépendent de la façon dont on a recours à cette remarquable association.»

L'avantage d'être jeune

Le *Commonwealth Youth Program* ou C.Y.P. (programme destiné à la jeunesse) est un autre secteur important de la coopération. Établi en 1973, à l'issue d'une réunion des ministres du Commonwealth centrée sur la jeunesse — réunion tenue à Lusaka (Zambie) —, ce programme a pour but de promouvoir une action concertée de tous les pays membres en vue d'aider les jeunes à faire face aux difficultés qu'ils rencontrent. Les principaux secteurs étudiés — chômage, enseignement, santé, mise en valeur rurale, adaptation à la vie urbaine — donnent lieu à des réunions d'études et à un travail de recherche permanents. Par ailleurs, trois centres régionaux de services à la jeunesse offrent un programme de formation

pour jeunes travailleurs. Le C.Y.P. est également responsable d'un programme de bourses: il accorde des subventions, des allocations de voyages en particulier, à des groupes de jeunes ayant eu des initiatives particulièrement intéressantes du point de vue social. L'un des premiers bénéficiaires du programme fut un groupe de jeunes de Victoria (Colombie-Britannique) dont l'action est axée sur la collectivité locale. Le Canada a subventionné directement ce programme (il couvre 30% de son budget) qui illustre parfaitement la collaboration des pays du Commonwealth dans un secteur les touchant tous, quel que soit leur stade de développement.

Il suffit d'énumérer les divisions du Secrétariat du Commonwealth, pour se rendre compte de ses grandes préoccupations: Éducation, Jeunesse, Droit, Science, Santé, Commerce et finances, Produits de base, Production alimentaire et Mise en valeur rurale, Études appliquées à l'administration publique. On ne retrouve pas toujours les mêmes secteurs à l'ordre du jour: l'accent est mis sur l'un ou l'autre selon les besoins soulignés par les pays membres. Dans ses réponses, le Secrétariat a toujours fait preuve de spontanéité, de compréhension et de sympathie, attitude à l'image des relations qu'entretiennent entre eux les pays du Commonwealth.

Les membres du Commonwealth aiment rester en contact les uns avec les autres, ce que d'ailleurs ils font constamment et dans les régions du globe les plus variées. Ces «consultations étendues» constituent l'un des aspects de la coopération qu'ils apprécient particulièrement. Une même langue, des conceptions et institutions similaires leur permettent de communiquer véritablement sans grandes formalités et de façon régulière. Il leur semble plus facile de travailler entre amis autour d'une tasse de café que dans le cadre trop protocolaire d'une réunion des Nations Unies par exemple. Avec une pointe d'humour, un éducateur néo-zélandais de renom a pu dire que «les rencontres des pays du Commonwealth commencent là où prennent fin les réunions de l'Unesco».

Canada et Commonwealth

La consultation est de règle

Les pays du Commonwealth ont deux rencontres sans formalités à un niveau élevé: celle des chefs de gouvernement et celle des hauts fonctionnaires. Les sujets à débattre n'y font jamais défaut: on procède à un échange de vues autour de questions politiques, économiques et sociales, dans un climat de franchise et de désintéressement sur le plan politique. Ces échanges en cercle restreint sont souvent plus fructueux que les grands discours.

La valeur de ce genre de réunion a été fortement soulignée par M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour, dans les termes suivants:

«On y a, en effet, toute latitude pour s'exprimer librement, sans provoquer de rancœur. Nous avons un passé commun, une même langue, et nos principes sont les mêmes. Nous avons hérité de grandes institutions et conceptions de gouvernement. Nous nous comprenons mieux que tout autre groupe. Nous avons une même façon de voir les choses et nous la formulons en termes semblables. Cela ne veut pas dire que nous soyons figés ou sclérosés. Au contraire, chaque pays évolue et s'épanouit librement. Tous, nous avons été élevés dans des institutions identiques et les idées et idéaux qui nous ont été inculqués nous permettent précisément des échanges directs et amicaux que l'on peut difficilement trouver ailleurs.»

Cet état de choses ne peut que reconforter dans un monde où l'on parle bien plus qu'on n'agit. De plus, le Canada apprécie ces réunions du Commonwealth et la recherche de l'unanimité qui y est faite dans les décisions prises au sujet de questions pourtant fort délicates. Le premier ministre Trudeau parla en ce sens dans le mot de bienvenue qu'il adressa en 1974 aux délégués venus prendre part à la réunion des ministres des finances du Commonwealth:

«A notre avis, il n'existe aucune autre association qui permette à des hommes et à des femmes de presque toutes les parties du monde de se réunir pour trouver dans la détente et avec autant de succès des solu-

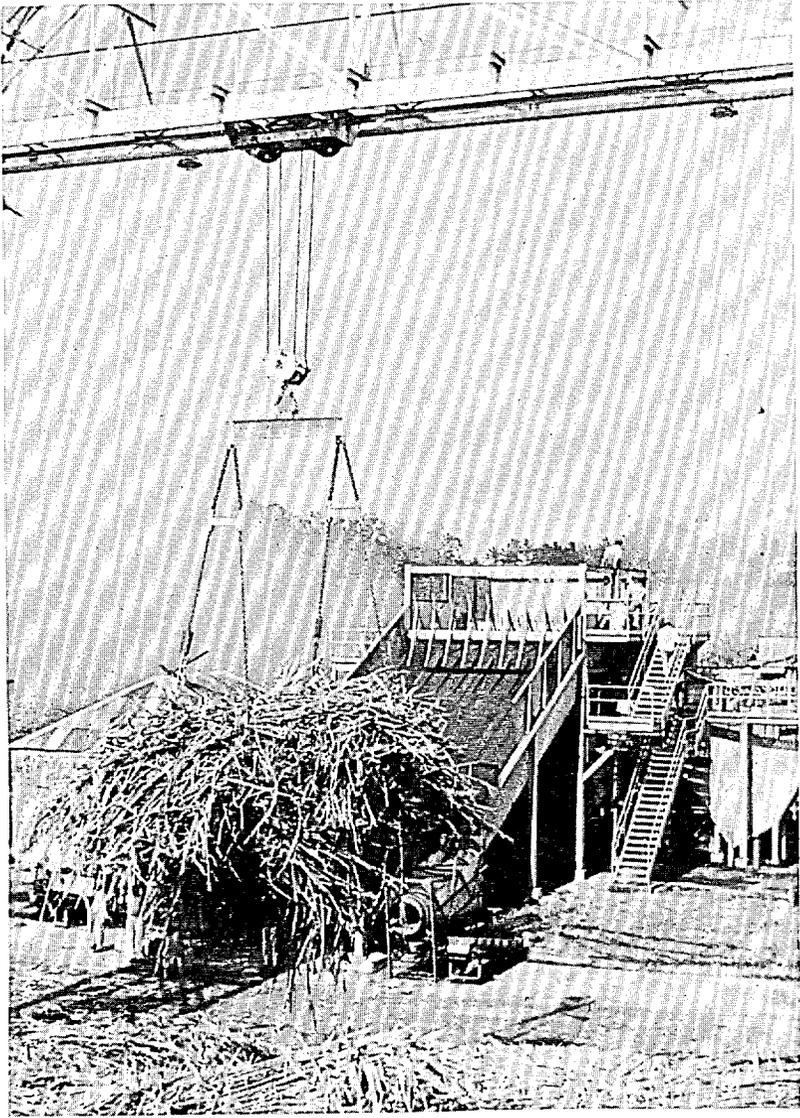


Photo: A.C.D.I.

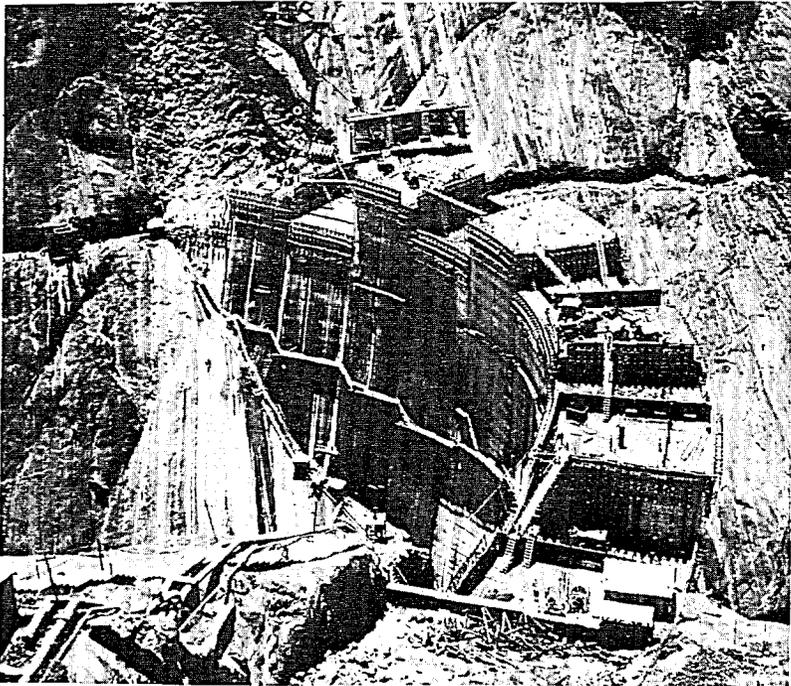
L'aide technique apportée par le Canada à la Barbade a permis de construire cette usine de séparation de la canne à sucre. (Raffinerie de sucre d'Uplands)

tions à leurs problèmes communs. Nos énergies, nous les rassemblons pour nous attaquer à ces problèmes, et non pour nous attaquer les uns les autres.»

Les réunions du Commonwealth portant sur des questions particulières témoignent du même esprit et de la même recherche d'accord unanime. Les questions économiques furent étudiées lors de la réunion annuelle des ministres des finances (la semaine précédant les réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international), lors des consultations du Commonwealth qui ont eu lieu à l'occasion des négociations commerciales multilatérales du G.A.T.T. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Commonwealth a pris une nouvelle initiative en ce domaine en convoquant à Londres, en mars 1975, les ministres inté-

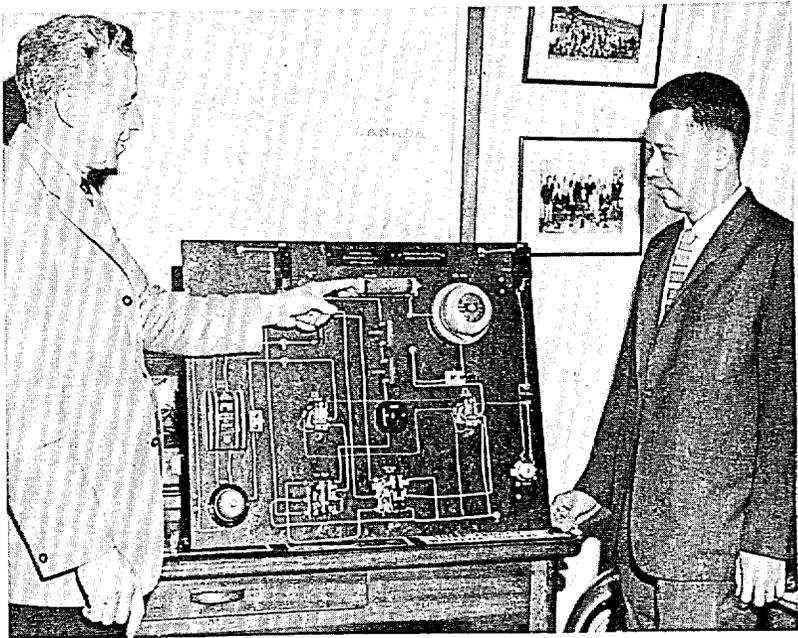
Grâce à l'aide technique et au matériel qu'il a fournis le Canada a collaboré à la construction du plus grand barrage à haute voûte d'Asie: le barrage hydraulique d'Iddiki de l'État de Kerala, aux Indes.

Photo A.C.D.I.



ressés par le développement rural et la production alimentaire. Cette convocation faisait suite à la Conférence mondiale sur l'alimentation de 1974. Allant dans le même sens, les chefs de gouvernement décidèrent, lors de leur réunion de 1975, de créer un groupe d'experts en vue de proposer aux gouvernements du Commonwealth une série de mesures générales, d'application concrète, destinées à combler l'écart qui sépare les pays pauvres des pays riches. Sous la présidence de M. Alistair McIntyre, secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (Commonwealth), les «Dix Sages» rédigèrent deux rapports, en 1975 et 1976, sous le titre «*Towards a New International Economic Order*» (Vers un nouvel ordre économique international). Ces documents ont reçu un accueil favorable tant du Commonwealth que des grands organismes internationaux, des Nations Unies notamment, auxquels ils avaient été adressés.

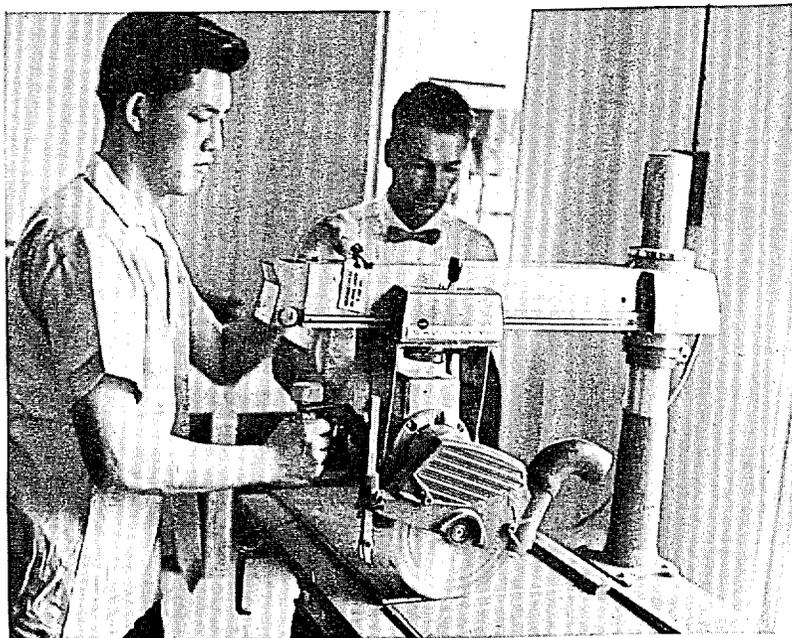
La coopération, au sein du Commonwealth, est synonyme d'échange sur le plan des connaissances et de l'expérience. (Visite d'un pompier de Singapour au commissaire fédéral des incendies, à Ottawa)



A vouloir suivre toutes les réunions du Commonwealth qui se déroulent simultanément, on ne manquerait pas de perdre le souffle! La science et la recherche font l'objet de nombreuses réunions: celles du *Commonwealth Science Council* (Conseil des sciences), bisannuelles, et toutes celles des *Commonwealth Agricultural Bureaux* (Bureaux de l'agriculture), du *Commonwealth Advisory Aeronautical Research Council* (Conseil consultatif de recherche aéronautique), de la *Commonwealth Metallurgical Conference* (Conférence sur la métallurgie) et de la *Quinquennial Commonwealth Forestry Conference* (Conférence quinquennale des sciences forestières). L'éducation n'est pas de reste avec les conférences trisannuelles du Commonwealth sur l'éducation et les réunions régulières du *Commonwealth Education Liaison Committee* (Comité de liaison de l'éducation). L'année 1975 a été particulièrement faste, puisqu'elle a

Une formation de base orientée vers les applications pratiques, c'est là le but de la coopération telle qu'on la conçoit au sein du Commonwealth.

Photo: O.N.F.



donné lieu à deux nouvelles conférences sur l'éducation, l'une sur la radiodiffusion éducative (Australie), l'autre sur le matériel pédagogique (Nouvelle-Zélande).

Pour ce qui est des consultations sur les questions sanitaires, à l'échelon gouvernemental, notons la conférence médicale du Commonwealth, organisée tous les trois ans, ainsi que la réunion des ministres de la santé du Commonwealth et des principaux administrateurs sanitaires organisée chaque année, à Genève, avant la réunion de l'Assemblée mondiale de la santé. Les ministres de la justice, pour leur part, se réunissent tous les deux ans; leur prochaine rencontre aura lieu en 1977, à Winnipeg. Communications et transports font l'objet de réunions bisannuelles du *Commonwealth Telecommunications Council* (Conseil des télécommunications), l'une d'entre elles ayant eu lieu en automne 1975, à Ottawa. Il est bien d'autres conférences du Commonwealth où diverses instances se retrouvent pour traiter d'autres questions particulières: réunion des vérificateurs généraux, conférence des directeurs des postes, des responsables de la défense (*Defence Science Conference* qui en 1978 se tiendra à Toronto); pour ce qui touche la jeunesse, le *Commonwealth Youth Affairs Council* fait chaque année le point du *Commonwealth Youth Program* et examine les questions plus générales qui, dans le Commonwealth, se posent à propos du rôle et des besoins des jeunes.

Les gouvernements membres du Commonwealth ne se contentent pas de ces consultations régulières; ils se retrouvent à divers colloques, réunions, et séances de travail pour étudier toutes sortes de questions précises qui les intéressent. On assiste d'ailleurs souvent à des ralliements plutôt inattendus touchant un point litigieux. Ces réunions du Commonwealth sont, nous l'avons dit, un modèle unique de franche et fructueuse coopération internationale. Importance et envergure des consultations, libre échange d'idées et d'informations, recommandations suivies d'effets tangibles, voilà en effet ce qui les caractérise. Le Canada tient beaucoup à ces réunions consultatives; il y voit d'une part, un moyen de renforcer les liens unissant les pays du Commonwealth et, d'autre part, en ce qui le concerne personnellement, l'occasion, nullement fortuite, de bénéficier des idées et expériences d'autres pays qui, pour résoudre des problèmes analogues, font appel à des traditions et des structures administratives semblables. Par exemple, sur le plan social, le développement des populations insulaires intéresse tout autant Terre-Neuve que l'île Maurice. Ou encore, la façon d'assurer les services sanitaires aux populations de régions excentriques concerne tout autant le Canada que le Nigéria. Quant aux questions de

production alimentaire⁷ et de développement rural, aux questions de chômage et d'usage des drogues chez les jeunes, ou de sécurité de l'aviation civile, il est bien évident qu'elles intéressent tous les pays du Commonwealth.

A cette large palette d'activités déjà mentionnées, il ne faut pas manquer d'ajouter les consultations de caractère politique que les gouvernements du Commonwealth ont entre eux. Selon M. Sonny Ramphal, actuellement secrétaire général du Commonwealth,

«Le Commonwealth rend particulièrement aisés les échanges de vues réguliers à tous les niveaux de décision et, plus encore, les consultations franches et ouvertes entre dirigeants. Ce climat de franchise directe ne peut que faciliter l'accord et conduire à des décisions unanimes. Telle est la chance unique des chefs de gouvernement du Commonwealth. Existe-t-il en effet, ailleurs dans le monde, une tribune où des représentants de presque toutes les opinions et contrées de la terre peuvent ainsi se faire entendre et comprendre, et s'influencer les uns les autres en tout respect de chacun? Cette influence se propage bien au-delà du cadre limité de ces réunions, par le canal des associations et groupements régionaux au sein desquels ces hommes politiques exercent, chacun pour leur part, des fonctions de premier plan. Le Commonwealth n'a donc rien d'un monolithe; et, dans un monde divisé en blocs, il a la grande responsabilité de jeter les ponts si nécessaires à l'émergence d'une véritable communauté universelle. Telle est sa vocation.»

Le Canada approuve sans réserve le rôle important que le Commonwealth peut jouer en faveur de la paix et de la sécurité internationales; il se rallie à la conception d'un Commonwealth «ouvert», qui serait toujours prêt à coopérer avec les autres pays et, le cas échéant, à offrir ses bons offices pour la solution des problèmes mondiaux.

«L'esprit d'Ottawa», réalité bien vivante

En 1973, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth eut lieu à Ottawa. Le premier ministre Trudeau rappela alors avec force que les consultations devaient conserver leur caractère de franchise et de simplicité. La réaction des participants fut des plus positives, chacun se disant convaincu que ces rencontres sans façon ni tapage constituaient le meilleur remède contre la tentation de la polémique ou du verbiage. Les entretiens qui suivirent se passèrent d'ailleurs dans un tel climat de détente et de franchise que, pour les qualifier, on parla plus tard de «l'esprit d'Ottawa», esprit qui préserve le caractère unique et remarqua-

blement constructif de ces consultations des chefs du Commonwealth. Voici les remarques que fit le premier ministre à l'issue de la réunion:

«Nous ne devrions pas sous-estimer les innombrables bienfaits de ces entretiens amicaux, de cet effort de compréhension réciproque, de cette élimination des zones de friction préjudiciables aux uns et aux autres et de cette aide mutuelle. Tous ces avantages, nous les devons au Commonwealth qui nous permet d'agir comme nous le faisons entre gouvernements amis, entre organismes professionnels ou d'homme à homme: La force inestimable du Commonwealth réside peut-être, avant tout, dans cette possibilité qu'il offre à des hommes de bonne volonté de s'asseoir périodiquement autour d'une même table pour examiner ensemble des questions qui les concernent personnellement et qui, par-delà leur individualité, concernent les millions de gens qu'ils représentent. Quant aux autres avantages qu'offre le Commonwealth: échanges de personnes, relations commerciales, aide et coopération économique, représentation diplomatique sans protocole, ils portent tous la marque du même esprit sans détours: celui qui caractérise le dialogue amical des réunions des chefs de gouvernement.»

Mais ces échanges empreints de franchise débouchent-ils vraiment sur des réalisations concrètes? — *Oui.*

La coopération et les consultations des pays du Commonwealth sont en effet soumises à une permanente épreuve de vérité: comment contribuent-elles à l'amélioration du niveau de vie des populations des États membres? Les conversations doivent se traduire rapidement par des actes amenant l'amélioration attendue. Les idées et programmes exposés aux réunions du Commonwealth ont peu de rapport avec les politiques et les plans de grande envergure qui cherchent à accroître le prestige et la puissance d'une nation. La préoccupation première du Commonwealth, c'est la dignité de la personne et l'amélioration des conditions de vie des gens ordinaires.

Les deux aspects du Commonwealth

Le Commonwealth, communauté de personnes d'abord

A voir les étroites relations des chefs de gouvernement au sein du Commonwealth, on pourrait croire que celles-ci représentent la totalité des échanges auxquels cette association donne lieu. Or, ce qui se passe est tout autre, car les contacts ne manquent pas au niveau non officiel. Le Commonwealth est composé d'êtres humains dont l'interaction est de la plus haute importance. Plus de deux cents organismes non gouvernementaux en forment l'élément «humain»; et sur les cinquante conférences du Commonwealth tenues en 1975, vingt-trois étaient organisées par des associations non gouvernementales. La Fondation du Commonwealth en a d'ailleurs financé certaines.

Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont reconnu le besoin de promouvoir les associations bénévoles dans le cadre du Commonwealth et, à cette fin, ils créèrent, en 1965, la Fondation du Commonwealth. Celle-ci a pour vocation de promouvoir les échanges entre organismes professionnels du Commonwealth et, au besoin, de faciliter la formation d'institutions ou d'associations nationales dans les pays qui n'en sont pas dotés. Tous les membres du Commonwealth versent leur quote-part à la Fondation, celle du Canada, la plus importante, représentant trente-deux pour cent du budget. Les activités de la Fondation servent directement les pays membres, telles celles du programme de la jeunesse. Le Canada estime que cette Fondation répond à un besoin important auquel aucun autre programme ou organisme ne satisfaisait jusqu'ici. Elle a permis la création de dix-huit associations professionnelles du Commonwealth, auxquelles elle fournit une aide permanente. (Deux d'entre elles ont leur siège au Canada.) Il s'agit, selon le cas, d'associations d'architectes ou de bibliothécaires, d'infirmières ou de vétérinaires, d'arpenteurs-géomètres, de conservateurs de musée, ou d'autres groupes professionnels. De l'étude des micro-organismes à celle de la littérature canadienne, tous les secteurs de l'activité humaine sont représentés.

L'une des associations les plus importantes et les plus dynamiques est celle des parlementaires du Commonwealth (*Commonwealth Parliamentary*

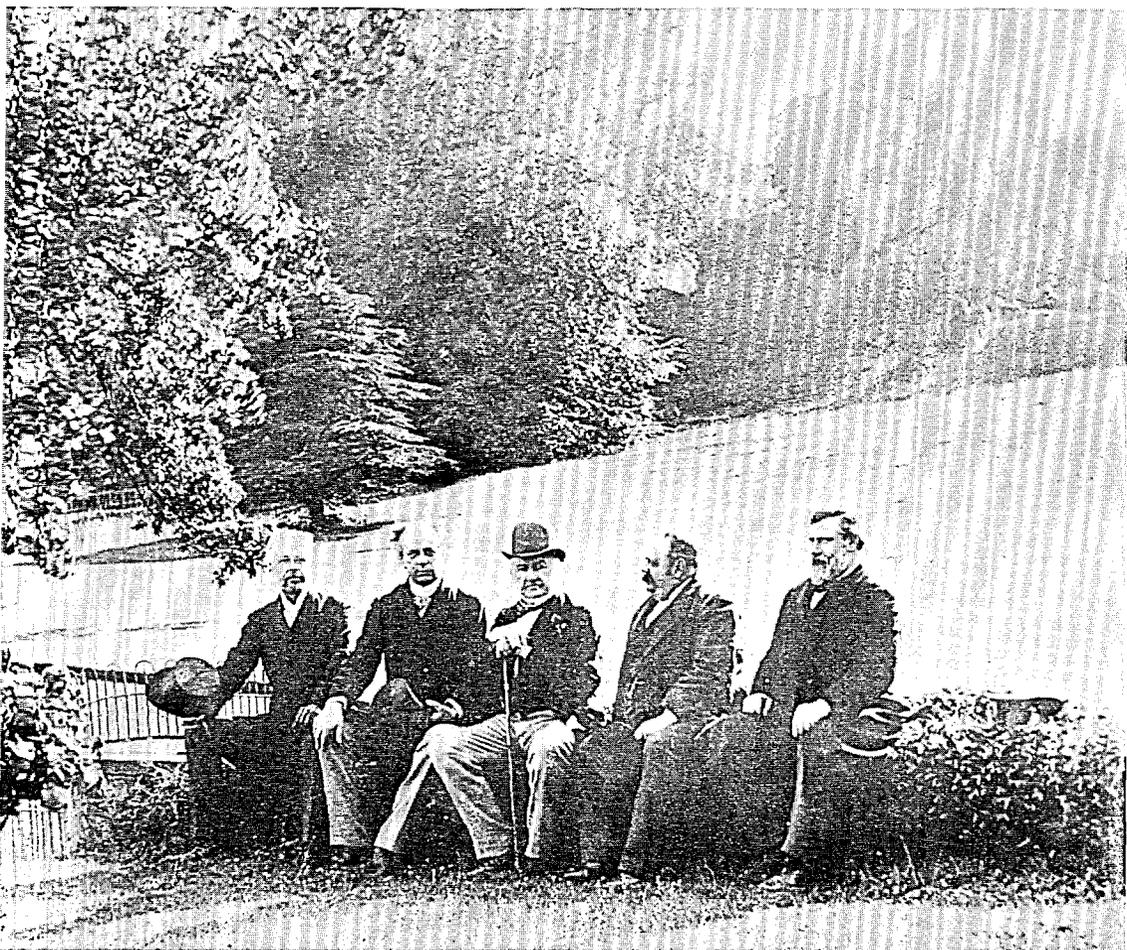


Photo: Archives publiques du Canada

De la conférence du Commonwealth ayant eu lieu à Londres en 1897 (Groupe de membres de la conférence réunis à Hawarden Castle, résidence du premier ministre d'Angleterre, W.E. Gladstone. De gauche à droite: l'honorable Louis H. Davies (Canada), le très honorable Wilfrid Laurier, alors premier ministre du Canada, le très honorable W.E. Gladstone, premier ministre d'Angleterre, le très honorable George H. Reid, premier ministre de la Nouvelle Galles du Sud (Australie) et le très honorable Richard H. Seddon, premier ministre de Nouvelle-Zélande)...

Association). Elle réunit des représentants des parlements nationaux et provinciaux de toutes les parties du Commonwealth, à l'occasion de colloques ou de la conférence annuelle des parlementaires du Commonwealth (cette dernière aura lieu, en 1977, à Ottawa). Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Gerald Regan, a déjà été le président en exercice du comité exécutif de l'association.

Certains organismes bénévoles cherchent à mieux faire connaître au public la nature et le rôle du Commonwealth. L'un d'eux, le Conseil national canadien de la *Royal Commonwealth Society* (Société royale du Commonwealth) ménage, avec l'aide de ses huit sections, des rencontres d'étude sur des questions touchant le Commonwealth et organise, chaque année, pour les enfants des écoles, un concours de rédaction ayant pour sujet le Commonwealth. Une des principales activités de la *Royal Commonwealth Society* a été la tenue de la conférence annuelle des étudiants (*Student Commonwealth Conference*) dirigée par la section d'Ottawa.

*...à la conférence des chefs d'État qui s'est tenue à Ottawa en 1973, le temps a passé!
(Entretien avec le président Nyerere)*



Cette conférence rassemble des élèves des écoles secondaires canadiennes; ceux-ci sont sensés représenter les différents pays du Commonwealth au cours d'une série de causeries et d'exercices de simulation sur un thème relatif au Commonwealth. Ces exercices se terminent par une réunion type des «chefs de gouvernement» où les élèves délégués parlent des points de l'ordre du jour concernant l'actualité.

Le Commonwealth, ami des sportifs

Rien n'est négligeable pour le Commonwealth, et le sport n'est pas en reste. Ainsi, les jeux quadriennaux et les jeux parallèles des paraplégiques offrent aux jeunes sportifs de tout le Commonwealth un champ de compétition privilégié, dans un esprit d'amitié. Les onzièmes Jeux du Commonwealth se dérouleront à Edmonton, en Alberta, du 3 au 12 août 1978; ils

Chaque année, à Ottawa, la Royal Commonwealth Society et le ministère des Affaires extérieures organisent, à l'intention des étudiants, des conférences sur le modèle de celles du Commonwealth. (Le «chef d'État du Bangladesh» fait une intervention.)





Photo: Santé et Bien-être social Canada

Athlètes canadiens arrivant en Écosse lors des Jeux du Commonwealth de 1970. (Les prochains jeux doivent avoir lieu à Edmonton, en 1978).

rassembleront plus de cinquante équipes des pays membres, des États associés et des dépendances. En sport comme en politique, il n'y a aucune super-puissance parmi les pays du Commonwealth. Deux domaines, mais un seul principe: égalité et compréhension mutuelle entre tous les membres. Rappelons, pour mémoire, que les jeux se sont déjà déroulés au Canada, dans les villes de Vancouver et de Hamilton.

Le Canada croit qu'il faudra, à l'avenir, accorder plus d'importance au Commonwealth en tant que communauté de personnes; cette communauté constitue, en effet, un moyen de tisser de précieux liens d'amitié entre les populations des pays membres. La cohésion de l'association dépend moins des institutions que des personnes elles-mêmes. Les gouvernements des pays membres savent pertinemment quelles sont l'importance et l'utilité du Commonwealth moderne. A celui-ci, maintenant, de se faire mieux connaître des populations qui le forment.

Le Canada mise sur le Commonwealth

L'avenir s'annonce bien

Qui considère la situation actuelle du monde constate, non sans étonnement, combien on parle de l'urgent besoin d'établir, d'une part, une communauté internationale et, d'autre part, une large coopération alors que, dans les faits, force nous est de déchanter, si peu étant réalisé . . .

Pourtant, le Commonwealth qui, à bien des égards, est un microcosme de notre monde (il reflète la même diversité des peuples et de leurs conditions) a fait beaucoup pour réaliser cette coopération et engendrer cet esprit fraternel dont on entend dire ailleurs qu'ils sont vue de l'esprit. Il a, dans le passé, joué un rôle de défricheur et il continue d'être un exemple et un catalyseur pour le renforcement des liens entre les diverses nations du monde. Sans tambour ni trompette, mais inlassablement, le Commonwealth a prouvé que, malgré leur diversité de races, de religions, de couleurs et de conditions économiques, les hommes peuvent s'unir et travailler ensemble en vue du bien commun. Il atteste aussi que, dans le monde actuel, il est encore possible de créer une association fondée sur les principes d'égalité, de respect mutuel et d'amitié et où, de fait, il n'y a ni super-puissance, ni puissance vassale. Comme l'a dit M. Arnold Smith dans son dernier rapport aux gouvernements:

«Dans notre monde actuel, il est de la plus haute importance que le Commonwealth se serve de son réseau de relations, de sa facilité de communication, de sa confiance et de son respect mutuels que tant d'années d'intimité ont établis. Ce sont là autant de traits propres qui confèrent à notre communauté sa place originale au sein du réseau naissant de relations internationales. Nos pays membres, pourtant si différents, sont reliés les uns aux autres par des liens humains multi-formes, qu'il s'agisse des chefs de gouvernement, de sportifs rivalisant sur le terrain de compétition ou de jeunes en visite d'échange. Nos liens sont forts. Devant les sombres présages d'une résurgence des vieux nationalismes politiques et économiques qui sont autant de fer-

ments de discorde, le Commonwealth, de par l'esprit d'amitié qui l'anime, peut encore donner aux hommes une raison d'espérer.»

Le Canada est convaincu du rôle constructif que joue et continuera de jouer le Commonwealth dans les affaires du monde. Il considère, par ailleurs, que cette association lui offre un contexte idéal en ce qui concerne l'enrichissement de ses relations avec chacun des divers pays qui la composent.

Réalité politique

Analyser la nature et les activités du Commonwealth ne suffit pas, évidemment, à expliquer l'appartenance du Canada à cette grande communauté de peuples. Il faut encore dire que le Commonwealth est, pour nous, un moyen pratique de promouvoir la paix et la sécurité internationales, deux points qui nous tiennent beaucoup à cœur. C'est dans les termes suivants que M. Allan J. MacEachen, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en fit la remarque devant la section torontoise de la *Royal Commonwealth Society*, en novembre 1974:

«Les activités Canada-Commonwealth ont un impact direct et distinct à trois niveaux différents. Sur le plan national, elles satisfont aux aspirations des Canadiens, répondent à un réel besoin (qu'il soit conscient ou non) de trouver un moyen d'étendre et de diversifier leurs échanges et offrent la possibilité de satisfaire le sentiment altruiste nous poussant à apporter notre contribution au règlement des problèmes mondiaux. A l'intérieur du Commonwealth lui-même, elles resserrent les liens entre les membres, aident à affirmer l'identité et le caractère de leur Association et contribuent à la poursuite de ses entreprises. A l'échelle internationale, elles consolident la poussée de la politique étrangère en général et nous aident à nous acquitter de la tâche à accomplir avec nos collègues du Commonwealth. A tous ces échelons d'activités, le Commonwealth continuera donc à occuper une place de choix dans l'élaboration de nos politiques.»

L'avenir du Commonwealth ne tient pas seulement à la survie de son association, mais au progrès de ses idéaux nourris d'un esprit de fraternité, de partage et de coopération. Les Canadiens désirent ardemment que le Commonwealth continue à s'épanouir pleinement; c'est à la fois dans leur intérêt et celui des autres peuples.

Question: Veut-on dire, par là, qu'à l'avenir, nous continuerons de verser notre quote-part à la communauté du Commonwealth?

Réponse: Certainement, mais pas à la façon dont on paie une cotisation syndicale. L'association du Canada avec le Commonwealth est avant tout de type familial. Certes, les raisons de souhaiter longue vie au Commonwealth ne manquent pas, et elles sont excellentes. Mais, au bout du compte, nous en faisons partie, d'abord, comme on fait partie d'une famille: par élan du cœur.

«Goûter» au Commonwealth, n'est-ce pas, comme dit le slogan, l'adopter?

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01073329 6

CA1 EA 76C11 FRE STORAGE
Le Canada et le Commonwealth
43277469